

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

JUILLET / AOUT 1971

## LA RELEVÉE

Depuis plusieurs mois, des composantes nouvelles marquent la lutte réelle des travailleurs dans ses rapports avec les multiples bureaucraties qui aspirent à en prendre la direction. D'un côté, on observe des actions plus dures ; de l'autre, on voit - des maoïstes aux trotskystes - les aspirants dirigeants ôter de plus en plus souvent aux staliniens le monopole des rassemblements, promenades et autres défilés rituels, pour recruter derrière leurs propres bannières. Il n'est pas sans intérêt d'expliquer leur importance actuelle et d'analyser leur rôle exact dans le contexte présent de la lutte de classes.

Il est évident que l'activité de la classe ouvrière s'impose d'une manière chaque jour accrue, et que l'on voit de plus en plus les ouvriers directement productifs intervenir de façon massive, en imposant des méthodes dures de lutte. De plus en plus souvent, la grève est décidée indépendamment des syndicats (Renault, S N C F), voire contre leur avis et sans tenir compte des mesures d'intimidation du capital (licenciements, fermetures d'usines). On a vu par exemple, chez RENAULT, comment, sous la pression de jeunes et d'inorganisés, un simple débrayage d'une heure a été transformé en un mouvement illimité. Ces grèves, souvent longues, s'accompagnent d'actions dures : occupations, séquestrations, depuis les travailleurs de l'usine des Batignolles qui saccagent les bureaux de la direction jusqu'à des cheminots en grève qui se couchent sur la voie pour empêcher le passage d'un train.

...

Cette pression de la base permet souvent d'arracher au capital des avantages substantiels qui sont sans mesure avec les demandes syndicales initiales : aux Batignolles par exemple, la masse salariale a ainsi été augmentée de 14,5 % alors que les syndicats, au départ, demandaient une rallonge de 2 % sur les 2,33 % proposés par la direction. Cependant, ces avantages sont aussi sans rapport avec ce qui aurait pu être obtenu, et les communiqués de victoire des syndicats ne peuvent faire oublier aux travailleurs que ce qu'ils arrachent est toujours en-deçà de leurs revendications de base.

Ainsi, le contraste est frappant entre la conscience combative qui marque le début des grèves et la lassitude qui caractérise souvent leur déroulement et leur fin. Si l'issue est souvent décevante, c'est que les travailleurs, assez forts pour entamer un processus de lutte, ne ressentent pas la possibilité de s'organiser réellement, par eux-mêmes, pour développer l'action lancée au-delà d'un certain seuil : en fait, ils finissent par s'en remettre consciemment ou non à des dirigeants syndicaux ou autres, qui n'attendent que cela, et, après avoir donné l'impulsion initiale, ils ont la pénible impression de se trouver pris dans un mouvement qui "tourne en rond" et dont ils ne commandent pas réellement l'issue. Assez forts pour lancer la lutte, ils ne le sont pas encore assez pour voir clairement la possibilité d'une alternative prolétarienne. Entre leur combativité initiale et leur incapacité à s'organiser réellement à la base, il y a place pour tous les apprentis bureaucrates dont le capitalisme pourrait avoir besoin dans la conjoncture actuelle.

En effet, cette lutte accrue des travailleurs rend de toutes façons l'accumulation de plus en plus difficile, au point que la menace de crise est chaque jour plus sensible (1). Dans cette conjoncture, des idées<sup>favorables</sup> à une solution de rechange du type capitalisme d'Etat apparaissent nécessairement dans la bourgeoisie. Ainsi, d'assez larges fractions de l'opinion "progressiste" cessent de s'en tenir à un simple attachement abstrait et sentimental pour les "socialismes" à la Cubaine ou à toute autre sauce pour en envisager une application plus pratique dans les pays de capitalisme libéral. Le P.C., de par son orientation de plus en plus réformisme ne s'inscrivant évidemment plus dans une telle perspective, une place s'offre donc à ceux dont le verbiage apparaît plus radical.

On voit déjà que l'univers des micro organisations est, en fait, absolument distinct de celui des luttes véritables. On ne sera donc pas étonné de voir que les travailleurs n'y sont représentés que de façon tout à fait minoritaire (25 %, par exemple, pour la Ligue Communiste, selon ses propres estimations). C'est essentiellement ce manque d'une réelle base ouvrière qui explique leur diversité et leurs contradictions : elles reflètent le désarroi actuel du capital, entre diverses solutions de rechange également possibles, et non l'alternative prolétarienne qui, elle, est unique.

...

---

(1) Voir le numéro précédent de Lutte de Classe.

Nul doute que la période présente se caractérise par cette situation incertaine pour le capital, génératrice de confusion. Cela explique aussi bien les actions les plus disparates (ce que la "grande presse" appelle "recrudescence de la violence") que la répartition des directions de rechange selon tout un éventail complexe et mouvant, depuis les plus bureaucratisés (AJS, L. C.) qui revendiquent ouvertement la direction des luttes, jusqu'à ceux qui se dissolvent par crainte de se structurer. Mais, que l'incohérence politique de nombre d'éléments maofistes s'explique par le refus d'une bureaucratie trop voyante, dans l'incapacité actuelle de déceler des perspectives réellement ouvrières, ces derniers, pour être plus "spontanéistes" n'en sont pas moins des bureaucrates dictant leurs mots d'ordre et leur "stratégie". Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'oeil sur la presse ou les tracts des groupuscules pour y découvrir un directivisme plus ou moins déguisé. Bien sûr, l'action des travailleurs les empêche de le montrer trop ouvertement, si bien que leur tactique consiste souvent à masquer les orientations bureaucratiques par des déclarations mettant en avant les notions élémentaires de la démocratie ouvrière. La manoeuvre politique consiste alors à cacher cette ambiguïté pour faire croire à des organisations réellement liées à la classe, en jouant la carte ouvriériste dans l'espoir d'obtenir l'appui des travailleurs. D'où les attaques contre les autres bureaucrates, qualifiés de réformistes d'où l'accent mis verbalement, par le P S U en particulier, sur les notions de démocratie directe (décisions prises à la base, délégués élus et mandatés sur des points précis, révocables à tout moment, etc ...). Pourtant, rappelons-le, ce n'est pas parce que l'état actuel de la lutte des classes oblige à invoquer de tels principes que l'on cesse d'être candidat bureaucrate : ce sont les faits, non les mots, qui jugent une organisation.

Et dans les faits, on s'aperçoit que les ouvriers sont soumis à un matraquage qui expliquerait à lui seul le fait que les actions ne soient que rarement menées jusqu'au bout. Toutes les nuances de l'arsenal groupusculaire y passent. Qu'une grève éclate - on l'a vu encore chez RENAULT - c'est à qui obscurcira le mieux une situation pourtant claire. Les trotskystes appellent au renforcement du syndicat, que les maos perdent leur temps à condamner (il y a sans doute alors des tâches plus urgentes) en parachutant une surenchère de mots d'ordre. Pendant ce temps, les "hôtesses" du Secours Rouge distribuent des vivres, tandis que le P S U se borne à lancer des collectes .... Dans tout cela, on chercherait en vain un soutien d'ordre politique. Pour tous ces groupuscules, il ne s'agit pas de promouvoir et de populariser des formes d'organisation réellement démocratiques mais de faire une bonne opération publicitaire : <sup>tout</sup> "point chaud" n'est jamais qu'une bonne occasion de rappeler les thèses de la IVème Internationale ou de placer le dernier bon mot du Président MAO. Les luttes ouvrières deviennent, pour des organisations rivales, un prétexte à concurrence.

Ainsi, dans leur action réelle, toutes ces organisations révèlent en fin de compte leur nature bureaucratique (système pyramidal, décisions prises par les chefs, actions "exemplaires", mots d'ordre parachutés) voire suiviste des Syndicats dont elles reprennent souvent les mots d'ordre (la retraite à 60 ans, par exemple), et souvent, en fin de compte, réformiste. Dans ces conditions, la lutte frontale entre les classes se voit bien souvent escamotée par des tours de passe-passe destinés à mépâger certains secteurs de ce qu'on appelle l'"opinion" : actions concernant les

transports (la notion d'"usager", ça n'effraie personne), les mal-logés, les commerçants, les jeunes ou les paysans. Et, tandis que la F.A. et l'A.J.S. défilent derrière Jules MOCH, la fête de Lutte Ouvrière, avec vedettes appointées, n'a plus à envier à celle de l'Huma que le nombre des cartes d'entrée vendues. Un pas de plus - les Trotskystes le franchissent tous les jours - et l'on en revient à l'électoralisme et à la pratique des pétitions.

Leur action montre donc ces groupes comme d'éventuelles relèves capitalistes à la crise qui menace et non comme des organes ouvriers. Rien d'étonnant, alors, à ce que leurs manoeuvres politiques soient sans incidence sur le déclenchement et le déroulement des luttes. Au contraire, dans toutes les grèves récentes, les travailleurs n'ont cessé de se montrer méfiants vis-à-vis de ces organisations, par refus de se laisser récupérer de l'extérieur. La sorte de passivité des grévistes ne traduit pas autre chose qu'une opposition confuse vis-à-vis des directions aussi bien patronales que syndicales ou "révolutionnaires", dans la mesure où l'ensemble des travailleurs ne conçoit pas encore clairement, à l'opposé de tous les dirigismes, les possibilités d'une organisation autonome : mais cette passivité, en fin de compte, fait le jeu des bureaucrates.

C'est ici que la rôle des micro-bureaucraties s'avèrent le plus dangereux ; en brouillant les cartes, en faisant croire qu'il n'existe pas d'alternative en dehors de la bureaucratie syndicale et des bureaucraties de rechange, ces dernières, en fait, canalisent et stoppent l'action de la classe en l'enlisant dans une absence de perspectives ouvrières. Cercle vicieux : dans la mesure même où le verbiage pseudo-révolutionnaire empêche l'auto-organisation, les organisations de rechange peuvent en effet apparaître à certains éléments actifs comme la seule issue possible. Ainsi, les bureaucraties ne prennent un certain poids que dans la mesure où elles interrompent objectivement l'action de classe. Elles recrutent alors ceux-là même qui, voulant "faire quelque chose", ne voient pas actuellement d'autre voie et font leur toute la marchandise démagogique qui leur est distillée. On le voit, ce n'est pas parce que la bureaucratie est condamnée théoriquement qu'elle va s'écrouler du jour au lendemain : comme tout phénomène politique, elle ne peut disparaître que si elle est attaquée matériellement. Au contraire, tant que les travailleurs sont assez forts pour gêner le capital, tout en ne réussissant pas à s'organiser par eux-mêmes, les bureaucraties de rechange se renforcent - reculent d'autant les possibilités d'auto-organisation.

Ainsi, les derniers rebondissements de la lutte de la classe ouvrent un grand nombre de voies bureaucratiques à des titres divers. En dernier ressort, seule une action résolue et non ambiguë des travailleurs, s'organisant eux-mêmes à la base, sera susceptible d'amener la reconversion des moins bornés de nos apprentis-bureaucrates sur de réelles positions de classe.

---

# GRÈVE SAUVAGE A PHILADELPHIE

Informations et commentaires transmis par un camarade de PHILADELPHIE. Les citations sont extraites de deux journaux locaux : "Philadelphia Inquirer" et "Evening Bulletin"

Avec deux millions d'habitants, Philadelphie est une des plus grandes villes des Etats-Unis. Les transports en commun y sont assurés pour l'essentiel par la S E P T A (South East Public Transportation Authority - Commission des Transports Publics du Sud-Est) et accessoirement par une petite compagnie, la Red Arrow. Toutes deux sont aujourd'hui des entreprises privées, bien qu'à l'origine la S E P T A ait été créée comme entreprise publique (1).

Ces entreprises connaissent les mêmes difficultés inextricables que celles des autres villes américaines, et pour les mêmes raisons : saturation des rues par les voitures particulières (dont le nombre a augmenté de 30 % depuis 7 ans) et baisse accélérée de la rentabilité des transports en commun, les augmentations de tarifs ne permettant même pas de couvrir l'augmentation des coûts.

Les difficultés financières se traduisent tout d'abord par la vétusté du matériel roulant, dont 70 % a plus de 14 ans d'âge. Elles se traduisent d'autre part par la dégradation des salaires des quelque 5.200 ouvriers employés par les compagnies de transport (chauffeurs, mécaniciens et autre personnel d'entretien). Du fait de la suppression des heures supplémentaires, le salaire hebdomadaire est tombé en quelques années de quelque 240 dollars à 148 (soit 100 dollars après impôt) pour 40 heures de travail. Ajoutée aux effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat du dollar, cette baisse rend les employés de la S E P T A tributaires de l'Assistance Publique, dont ils reçoivent 15 dollars en tant qu'indigents.

...

---

(1) Le refus de l'étatisation vise, aux Etats-Unis, à sauver ce qui subsiste du capital privé face à la croissance du secteur public ou subventionné par l'Etat (production de guerre). Toutefois, dans la crise qui frappe actuellement la rentabilité et l'accumulation du capital, la situation désastreuse de l'équipement urbain (transports, santé, éducation) ne manquera pas d'avoir des incidences politiques qui obligeront l'Etat à prendre ces secteurs en charge.

DEMARRAGE DE LA GREVE

Le 8 avril 1971 les dirigeants locaux du syndicat national des chauffeurs et mécaniciens présentent à la base un projet d'accord pour les deux années à venir. Y figurent notamment une augmentation d'environ 14 % du salaire moyen (étalée sur deux ans), ainsi qu'une augmentation des retraites. Bien que le syndicat "recommande" l'acceptation de l'accord, que la presse donne déjà pour accepté, la base le refuse à la majorité des deux tiers, et vote le déclenchement de la grève.

Dans l'espoir de désamorcer l'agitation ouvrière, syndicat et patron se mettent d'accord pour reprendre les négociations, tandis que le syndicat publie un communiqué mettant les ouvriers en garde contre "toute espèce d'action sauvage", illégale (sic), insensée et ne pouvant créer que la confusion". Sachant les ouvriers divisés sur l'attitude à adopter envers le syndicat, la direction de la S E P T A annonce que "... la grève est dirigée, non seulement contre le public, mais aussi contre les dirigeants syndicaux", essayant ainsi d'isoler les militants anti-syndicaux de ceux qui restent fidèles au syndicat.

La manoeuvre fait long feu. Le 12 avril, de forts piquets de grève se constituent dans des dépôts de la S E P T A, et toutes ses lignes sont arrêtées. Le bureau national du syndicat désavoue les grévistes, et traite leur action d'"irresponsable". Néanmoins, le lendemain les 300 employés de la Red Arrow se mettent en grève à leur tour, achevant de paralyser les transports dans la ville et sa banlieue. Près d'un million de personnes sont directement touchées. Le recours massif aux voitures particulières conduit au blocage total de la circulation dans le centre pendant une bonne partie de la journée ; le commerce et les affaires en général subissent de lourdes pertes.

Le 14 avril, il devient évident que la grève ne sera pas facile à briser. Un Comité pour le refus de l'accord se constitue à la base parmi les membres des piquets de grève et prend publiquement position contre le syndicat. Des contacts sont pris entre les piquets de la S E P T A et ceux de la Red Arrow.

La presse attaque violemment ces ouvriers qui ne respectent pas le "public". Les ouvriers, eux, ont conscience de leur force - "si nous causons autant de gêne, c'est donc que nous sommes importants" et savent que les compagnies et l'administration ne pourront pas tenir longtemps.

L'appareil d'Etat intervient alors, sous la forme d'une ordonnance de la Cour Fédérale, interdisant la poursuite de la grève. Deux dirigeants syndicaux sont immédiatement emprisonnés. Il en résulte une forte agitation parmi les ouvriers ; les piquets de grève sont massivement renforcés, le sentiment général se tourne contre l'appareil administratif et judiciaire, ainsi que contre la presse, considérée comme l'agent de la campagne anti-grève. Un gréviste dira à un journaliste : "l'offre de la Compagnie est un tas de merde !" Des grévistes interviewés dans les piquets refusent de donner leur nom. Un journal reçoit un coup de fil menaçant ".... si d'autres grévistes vont en taule, nous arrêterons la vie dans cette ville ; nous demanderons aux routiers et aux dockers de se mettre en grève".

L'emprisonnement des dirigeants syndicaux joue dans un premier temps dans le sens espéré par les agents du capital : unifier les ouvriers derrière ces "leaders". Mais la manoeuvre est cousue de fil blanc : au bout de quelques heures, les deux dirigeants sont libérés - selon les propres paroles des magistrats- afin de convaincre leurs hommes de retourner au travail. Du coup, ces "durs" deviennent aux yeux des ouvriers des salauds qui, pour sauver leur peau, sont passés à l'ennemi. Contre le syndicat national, contre l'Etat et, de plus en plus, contre la section syndicale elle-même, la grève sauvage va se développer encore pendant six jours.

## L'OFFENSIVE SYNDICALE

Les bureaucrates locaux s'attaquent donc à la lourde tâche de briser la grève, demandant le retour au travail sous prétexte que la compagnie ne négociera qu'après la reprise. Les ouvriers répondent "pas d'accord, pas de travail", autrement dit : les cartes sur la table d'abord, ensuite on verra. Cette même nuit, des jaunes s'introduisent dans les dépôts et tentent de remettre le matériel en état pour une reprise éventuelle, mais ils sont découverts et expulsés par les piquets de grève.

Les jours suivants, l'attaque contre les grévistes s'amplifie. Les journaux dénoncent ces ouvriers en grève au mépris d'une décision de justice, insubordination qui, selon un éditorialiste, peut mener au "chaos total". Les grévistes de la Red Arrow, eux aussi frappés d'une ordonnance de la Cour Fédérale, cèdent à la pression et reprennent le travail. Mais les ouvriers comprennent vite que tout attentisme ne peut mener qu'à la défaite, et ils tentent de sortir de l'impasse où le syndicat veut les enfermer. Les piquets de grève sont renforcés et organisés autour de quelques délégués en rupture de syndicat. Le 16 avril, des piquets formés presque uniquement de jeunes ouvriers se présentent devant le dépôt de la Red Arrow et empêchent les autobus de sortir. Aussitôt les ouvriers de ce dépôt débrayent, et la grève redevient totale.

Pendant ce temps, les dirigeants syndicaux continuent à aller de dépôt en dépôt pour demander la reprise. Sous la protection des permanents, ils crient : "Je vous dis qu'il faut reprendre. Quelle est votre réponse ?" "Non", répondent les piquets de grève, brandissant des pancartes où l'on voit l'ordonnance de la Cour Fédérale jetée dans les chiottes. Le 16 au soir, les dirigeants syndicaux répètent leur appel à la télé, mais les ouvriers maintiennent leur refus.

Devant le dépôt de la Red Arrow, le piquet de grève est dispersé par la police, dans d'autres dépôts il y a des heurts avec les flics, un dépôt est fermé par la police. S'adressant à des jaunes soutenus par le syndicat, un bureaucrate prévient : "... il ne faut pas se faire tuer." Face à la détermination des ouvriers le gouvernement fédéral annonce la possibilité de faire intervenir la Garde Nationale (sorte de C R S) ; dans les piquets, les ouvriers répondent : "qu'ils nous envoient donc la Garde Nationale, il y aura au moins 100 morts ou blessés le premier jour". D'autres encore menacent de saboter le matériel.

...

Le 17 avril, la S E P T A revenant sur ses positions accepte que l'augmentation des salaires (toujours en discussion) prenne effet à une date antérieure à la grève. Les dirigeants syndicaux continuent à "visiter" les dépôts pour prêcher la reprise mais .... "ils ne nous écoutent plus". Dans les trois dépôts principaux, ils sont même menacés physiquement et reçoivent des oeufs sur la gueule. Affolés, ils annoncent la présence de "gauchistes" (radical dissenters) et accusent les ouvriers de prolonger une "grève sauvage", ce que ceux-ci n'ignoraient pas.

Le 19 avril la grève est toujours aussi compacte. Dans chacun des trois dépôts principaux, le piquet de grève groupe environ 200 ouvriers. Les piquets bloquent à nouveau le dépôt de la Red Arrow et réussissent encore une fois à faire reprendre la grève. L'acharnement des ouvriers à bloquer les quelques lignes de cette Compagnie montre qu'ils savent parfaitement que leur pouvoir dépend de leur unité.

## LA DEFAITE

Le 20 avril au soir le syndicat se résoud donc à briser la grève par des moyens plus efficaces. A partir de deux heures du matin des groupes de jaunes encadrés par les bureaucrates syndicaux - et organisés semble-t-il avec l'aide de la police - se présentent devant les dépôts. Cependant, même à cette heure-là, les piquets de grève sont plus nombreux que les jaunes, et ces derniers comptent des éléments attachés au syndicat mais indécis qui ne seront pas les premiers à franchir les piquets. Devant cette situation, les dirigeants syndicaux essaient une fois de plus la persuasion :

- Vous avez une famille, dit l'un, reprenez le travail.
- Nous ne sortirons pas d'ici sans un accord, répondent les ouvriers.
- C'est notre président (celui du syndicat) allez-vous le suivre; oui ou non ?
- Non, pas d'accord, pas de travail.
- Je ne veux pas vous voir en prison, insiste le bureaucrate.
- Nous irons tous en taule, dis-nous à quelle heure il faut y être, on sera 4.000.

A 6 heures du matin, des dirigeants syndicaux et 15 vieux chauffeurs tentent de traverser le piquet de grève d'un des dépôts. Devant la détermination des grévistes, qui se mettent devant les autobus, le syndicat menace de faire intervenir la police, qui se tient à distance. Les ouvriers crient : "Rien ne peut se faire sur notre dos, nous avons prouvé que nous sommes unis et c'est la seule chose qui compte ; après 7 jours de grève, ils seront obligés de céder". Quelques autobus tentent de sortir du dépôt, des jeunes s'y opposent physiquement, des bagarres éclatent, quelqu'un propose à un dirigeant syndical d'appeler la police, mais celui-ci répond : "Non, nous voulons faire ça proprement". Les premiers autobus partent, d'autres chauffeurs traversent alors les piquets qui peu à peu se décomposent, les grévistes dégoûtés et démoralisés abandonnent la lutte.



Les grévistes les plus durs prennent encore la peine de traverser la ville en voiture pour prévenir les autres dépôts de ne pas reprendre. Mais il est trop tard, beaucoup d'ouvriers indécis suivent maintenant le mot d'ordre de reprise. Cependant, ce n'est que le soir suivant que la totalité du matériel sera en service, et une semaine plus tard il se trouvera encore 1,300 "gauchistes" pour voter contre le nouveau projet d'accord, pratiquement identique au premier.

### CUELQUES CONCLUSIONS

Face à l'appareil d'Etat (administration, justice, police) et au syndicat (tant national que local), sous le matraquage quotidien de la télé, de la radio et des journaux, cette grève sauvage de 9 jours n'a été rendue possible que par la combativité et l'activité autonome des ouvriers.

Les éléments les plus actifs ont été les jeunes ouvriers, aussi bien blancs que noirs, la question raciale étant une fois de plus dépassée par l'unité des ouvriers en lutte. Tout comme dans le reste de l'industrie américaine, le changement dans la composition de la classe ouvrière se manifeste par une recrudescence du militantisme. Il ne s'agit pas d'un conflit de générations, mais du fait que les jeunes ouvriers sont plus fortement atteints par la crise du capitalisme dans leurs conditions matérielles d'existence, que ne le sont les ouvriers ayant de nombreuses années d'ancienneté (1). Il est d'ailleurs intéressant de voir de quelle façon le capitalisme, à travers son fidèle agent, le syndicat, exploite actuellement cette différenciation entre les jeunes ouvriers et les "old-timers" (anciens), et même s'efforce de l'accentuer. C'est ainsi que l'une des revendications auxquelles les syndicats accordent aujourd'hui le plus d'importance est celle des retraites (cf le mot d'ordre "30 and out" - la retraite au bout de 30 ans de service - dans la grève de la General Motors) - manoeuvre ayant pour but de s'assurer le contrôle des ouvriers qui ont une certaine ancienneté, et de les opposer aux jeunes qui se foutent bien de la retraite. A la S E P T A, plus de 50 % des ouvriers ont moins de 20 ans de service, " ... ce sont des jeunes, craignant moins de s'exprimer, moins enclins à accepter ce qui leur est offert comme le faisaient les vieux ouvriers dans le passé. "

Par la position qu'ils occupent dans l'organisation sociale de la production capitaliste, ces ouvriers allaient nécessairement se heurter à une énorme résistance du capital, d'autant plus agressive qu'ils avaient dépassé leur organisation de contrôle, le syndicat. Mais si ce fait explique en grande partie la vulnérabilité et la défaite de la grève, c'est lui aussi qui va permettre aux grévistes de s'élever à un niveau de radicalité qui n'avait jamais été atteint au cours des grèves sauvages "normales"

...

---

(1) Voir Living Conditions in US (Les conditions d'existence aux Etats-Unis) dans Root and Branch n° 2 (traduit par ICO n° 101/102, janvier/février 1971)

dans d'autres secteurs de la production. "Cette grève n'est plus celle du syndicat contre la compagnie, mais celle de la base ouvrière contre la justice" dira un ouvrier. Par delà la résistance acharnée que les ouvriers ont opposée au syndicat, la dynamique de la lutte les a conduits à affronter l'appareil judiciaire, dont le rôle "neutre" dans la société se trouvait ainsi démystifié. Mais ceux qui avaient cru voir dans la réaction ouvrière contre l'appareil judiciaire une défense du syndicat navigaient en pleine confusion. En fait, la décision de la Cour Fédérale avait été ressentie comme une attaque contre le mouvement ouvrier qui, pour beaucoup d'ouvriers, est encore identifié avec le syndicat : "Le mouvement ouvrier est vieux de 60 ans, si nous reprenons sous cette pression nous le ferons reculer de plusieurs années" dira un membre des piquets de grève.

Un autre aspect important de la grève a été la liaison faite immédiatement par les ouvriers entre leur situation particulière et la lutte générale contre l'inflation. Sur les pancartes des piquets de grève on pouvait lire : "Les prix montent, nos salaires baissent !" ou encore "La Compagnie veut son argent, nous voulons le NOTRE". La lutte contre l'inflation se présente aujourd'hui comme la prise de conscience pratique, par la classe ouvrière américaine, de la crise du capitalisme. Dans le mot d'ordre "Pas d'accord, pas de travail", les ouvriers expriment consciemment leur rapport contractuel avec le capital, le contenu du salariat, qui est l'achat de la force de travail, force que les ouvriers refusent de "mettre en marche" avant d'en connaître et d'en discuter le prix.

Finalement, la lutte des ouvriers contre le syndicat a pris ici des aspects qui dépassent de loin ceux de la simple grève sauvage. Au départ, l'appareil syndical a pu jouer de la distinction entre direction nationale et section locale. Alors qu'au niveau national la grève était condamnée, les grévistes se voyant ainsi privés des allocations de grève, au niveau local les dirigeants agissaient bon gré mal gré de façon à appuyer la grève, seule façon de maintenir le contact avec la classe et d'en reprendre le contrôle. Mais le durcissement de la grève ne tardait pas à creuser le fossé entre la base ouvrière et les bureaucrates locaux. L'opposition allant jusqu'à l'affrontement physique. Dès lors l'auto-organisation des ouvriers se manifestait non seulement dans les piquets de grève - qui normalement ne font que consacrer l'auto-isolément de la grève - mais encore par la sortie des ouvriers de leurs lieux de travail, par leurs tentatives d'élargir la grève à d'autres ouvriers (notamment ceux de la Red Arrow). De plus en plus, les ouvriers se rendent compte que des grèves isolées sont faciles à écraser, et que seule leur force unie peut faire céder le capital.

Notons en passant qu'alors que l'autonomie ouvrière se développait contre le syndicat, la police, l'administration et l'appareil judiciaire, la "Gôche" se mobilisait pour la grande manipulation politique à propos de la guerre du Viet-Nam. Seuls quelques groupes plus ouvriéristes se sont intéressés à la grève, et encore leur action n'a-t-elle pas dépassé un niveau assez réactionnaire. Un de ces groupes a même osé distribuer un tract demandant un Front Uni de la "Gôche" avec les ouvriers pour ..... la défense du syndicat (sic) ! Bien entendu, aucun des ouvriers engagés dans la grève sauvage n'a répondu à cet appel, sans doute à cause d'un manque manifeste de conscience de classe ....

Il n'en reste pas moins que les ouvriers ont été surpris et paralysés par le rôle clairement répressif et policier du syndicat, et c'est sans doute une des raisons immédiates de l'échec de leur action. Les mouvements autonomes qui se sont développés depuis la guerre sont généralement restés au niveau de la pression sur les syndicats, ce qui permettait à ces derniers de les récupérer. Aujourd'hui, toutefois, le capitalisme américain a plus que jamais besoin, pour maintenir un taux minimum de rentabilité, de réduire - soit par l'inflation, soit par l'accroissement de la productivité du travail - la part du travail payé dans la journée de travail de la classe ouvrière.

Le rôle du syndicat sera de plus en plus celui de faire accepter ce projet du capital, et les luttes sauvages auront de ce fait tendance à devenir, non plus pression, mais destruction du contrôle syndical et libération de l'autonomie ouvrière. La lutte des ouvriers de la S E P T A est un petit pas dans cette direction.

---

Nous rappelons que "LUTTE DE CLASSE" est adressé régulièrement par la poste à tous les lecteurs qui le demandent, sans aucun engagement de leur part.

Nous n'en apprécions que davantage le soutien financier que certains d'entre eux nous accordent (envoyer de préférence, soit des timbres, soit un chèque sans nom de bénéficiaire).

Plus importante encore est l'aide à la diffusion (distribution directe ou envoi d'adresses de lecteurs éventuels).

Adresse postale uniquement :

Jean COLIN - 75, rue Saint-Antoine  
75 - PARIS 4ème

"Ne pas mentionner "Lutte de Classe"

# Où nous voulons en venir

## Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

## Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

## Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combattifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).